

“Nos efforts ont permis de sauver des milliers de Tutsis”

(Suite de la page 29) Mentionnons aussi les numéros de série des Sam 16 : ils ont presque été reconstitués par nos services – il manque un seul chiffre – et la piste semble conduire directement aux Américains, qui les auraient récupérés dans le Golfe.

P.M. Devant la mission d'information parlementaire, un historien belge a avancé exactement la même thèse. Mais avec les Français dans le rôle des commanditaires.

Bernard Debré. Sa thèse a évolué. Il s'est aperçu que l'histoire de militaires français offrant leurs missiles aux extrémistes hutus était un peu difficile à gérer. Il prétend donc, aujourd'hui, que ces missiles auraient certes été récupérés par les Français dans le Golfe, mais tirés par le F.p.r. Je vous laisse juge de l'absurdité !

P.M. Reste que l'ambiguïté a perduré après le début du génocide, la France étant accusée de mettre à l'abri les bourreaux, notamment à la faveur de l'opération Turquoise.

A Bisesero, pendant l'opération Turquoise, les Français n'ont pas “fermé les yeux”

A ce témoignage de Bernard Debré, notre collaborateur Michel Peyrard peut ajouter le reportage qu'il a accompli sur le terrain du génocide en 1994.

Jeudi 30 juin 1994. Sur une colline du Rwanda, un officier français refuse obstinément le rendez-vous que veut lui fixer l'Histoire. Depuis l'aube, cet homme commandant une unité de commandos de marine s'est lancé dans la quête chimérique d'une infiltration rebelle du F.p.r. sur les hauteurs du lac Kivu. Il est en effet persuadé que des coups de feu entendus les jours précédents sont le fait d'une incursion du F.p.r. dans cette zone « couverte » par l'opération Turquoise. Avec Benoît Gysembergh, le photographe de Match, et Sam Kiley, journaliste du « Times », nous tentons une nouvelle fois de le convaincre du contraire : ces armes sont celles d'extrémistes hutus qui exterminent méthodiquement les derniers survivants d'un groupe de civils tutsis réfugiés dans la forêt proche que nous venons juste de dépasser. D'ailleurs, l'officier français devrait le savoir : quatre jours plus tôt, un détachement de son unité n'a-t-il pas rencontré à cet endroit quelques-uns de ces malheureux ? Notre insistance est telle que l'officier, furieux, nous interdit désormais de le suivre. Nous le précédon donc. Mais, quand il ordonne le ravitaillement par hélicoptère du village des bourreaux, nous décidons, atterrés, de l'abandonner à ses chimères et de retourner à la forêt. C'est là, au lieu dit Bisesero, que, vingt minutes plus tard, nous découvrirons dissimulés dans des ravines et des grottes, près d'un millier de Tutsis, la plupart blessés, quelques-uns grièvement, seuls rescapés, après trois mois de traque, d'un groupe de 50 000 personnes.

Cet aveuglement français, certes coupable, est aujourd'hui stigmatisé par l'O.n.g. African Rights. Mais, pour documenté qu'il soit, le rapport que publie cet organisme basé à Londres

B.D. Les efforts qui ont été déployés pour exfiltrer un certain nombre de personnes ont été mal perçus, à juste titre. L'opération Turquoise s'est finalement limitée à une petite portion du territoire rwandais. Elle a néanmoins permis, comme j'ai pu le constater sur place avec quelques collègues chirurgiens, notamment sénégalais, de sauver des milliers de vies tutsies.

P.M. Comment jugez-vous le régime aujourd'hui en place à Kigali ?

B.D. Comme Museveni, le président ougandais, que l'on surnomme affectueusement “Little Darling” aux Etats-Unis, Paul Kagamé vient d'annoncer que les élections rwandaises étaient repoussées sine die. Comment pourrait-il en être autrement ? Le Rwanda est actuellement un pays de non-droit où règne une dictature d'apartheid. Des massacres de Hutus ont eu lieu, notamment dans l'Est-Zaire, et continuent de se produire. Paul Kagamé, comme Yoweri Museveni, Pierre Buyoya (auteur d'un putsch au Burundi) et Laurent-Désiré Kabila ont été aidés, conseillés, armés par les Etats-Unis. Peu importe qu'ils se soient révélés ensuite des dictateurs peu respectueux des droits de l'homme. Parce qu'ils sont riches ou vont le devenir, ils ont droit au soutien de Washington. C'est le retour de la vieille fable : un pauvre doit être vertueux, un riche peut se contenter de n'être que riche ! ■

INTERVIEW MICHEL PEYRARD

opère un glissement sémantique qui vise à condamner l'ensemble de l'opération Turquoise. Or, l'affaire de Bisesero n'illustre pas, comme le prétendent aujourd'hui certains journaux britanniques, une pseudo-volonté politique française de « fermer les yeux sur le génocide en cours » ; elle n'est représentative que de l'aveuglement d'un homme. Les propos tenus par certains officiers ce matin-là, devant le comportement de leur chef, disaient assez leur désespoir, voire leur rage. Ce sont les mêmes qui, quatre heures plus tard, sitôt prévenus de notre effarante découverte, organiseront, sur la colline de Bisesero, une des plus importantes opérations de secours jamais menées par l'armée française : rondes des hélicoptères emmenant les blessés les plus graves vers Goma, mobilisation d'un hôpital de campagne, sécurisation de la zone contre les tueurs, distribution de vivres...

African Rights lance une autre accusation très grave : selon elle, les quatre jours qui se sont écoulés entre la première visite d'un petit détachement français, le 26 juin, et le déclenchement des secours le 30 ont permis aux assassins d'accélérer leur sinistre besogne en exterminant la moitié des 2 000 survivants. Pour avoir sillonné la zone pendant trois heures, avant l'arrivée des militaires français, nous pouvons affirmer que, si elle abritait de nombreux cadavres, la très grande majorité d'entre eux était en voie de décomposition. Selon les survivants eux-mêmes, les victimes des trois derniers jours se chiffraient à quelques dizaines, estimation à rapporter aux 20 000 personnes environ tuées à Bisesero dans la seule journée du 13 mai. Pourquoi African Rights se livre-t-elle à cette manipulation macabre sinon pour dramatiser la thèse de la culpabilité française dans la poursuite du génocide. Ainsi, il n'est plus personne aujourd'hui pour noter que les rescapés de Bisesero n'ont dû, comme d'autres Tutsis rwandais après eux, la vie sauve qu'à cette opération Turquoise tant décriée.

Il nous semble, quant à nous, nécessaire de ne rapporter que ce dont nous avons été témoins sans rien omettre, mais aussi sans rien ajouter ni transformer. C'est ce que nous avons dit au juge de l'accusation dans le procès d'Arusha lorsqu'il nous a demandé de venir témoigner. Peu après, notre déposition a été ajournée... ■

BERNARD DEBRÉ

Le retour du Mwami

La vraie histoire des génocides rwandais

“
mett

En 1993, I
trick Fore
bout de br
Habyarim

Peu nor
vir la - guerr
lmes du pré
officiers et so
année, dans
humanitaire.
particulier la c
terrand. Une
le président n
que l'ex-Mon
Rwanda). Ent
relations par
casse, l'imbric
aussi serrée.
mana, bon élé
Front patrioti
guisée de l'ar

En mars
est surréaliste
sur un colone
disco, au P.c.
qui mène à l'z
dis. Nom de
tout nouveau
par Pierre Jox
mesure pour
major particul
patron de l'arr
possède un é
cates, dans le
Crap de la onz
de Dieuze, et
le de marine c

A Kigali,
dis. Un lieute
cote : « Emile
Emile et
d'achement d'a
quartaine d'hr
quelques moi
la présidence,
présidentielle -
dans la capital
régionnaires e
jour « assurer
bénéfite dépass
sous le préte
maré, menacé
ours des pog
Colonels
major wandé